



AVIGNON

Les agents territoriaux du Département se mobilisent



Une soixantaine d'agents territoriaux du département s'est réunie devant l'hôtel du département, à Avignon, hier. DAUPHIN PHILIPPE

La CGT a appelé les fonctionnaires à manifester, hier.

Les agents territoriaux du Département se sont réunis, hier, sous les fenêtres de l'hôtel du Département au même moment que la séance du Conseil départemental. "Un management toxique, la disparition des services rendus au public à cause des refontes des services, les dégradations des conditions de travail menant à des arrêts maladie longue durée", sont dénoncés par Amandine Laugier, représentante de la CGT. Parmi la soixantaine d'agents mobilisée, Béatrice et Catherine, médecins PMI (Protection maternelle et infantile), étaient présentes. "En 2017, nous étions 27 médecins en Vaucluse, aujourd'hui, nous sommes 9: dont une administrative et un arrêt maladie", explique Catherine. Pour elles, le point noir est le manque d'attractivité de leur métier, notamment provoqué par la non-attribution de la prime Ségur

par le Département à ces médecins et un manque de valorisation de leur mission. Même constat du côté de Stéphanie, infirmière à l'Edes (espace départemental des solidarités) de Montfavet. Seule pour coordonner les soins d'une trentaine de patients, elle a une charge de travail trop importante.

Dominique Santoni minimise la mobilisation
 Interpellée en séance par l'élu de gauche Remy Blanc, la présidente du Département, Dominique Santoni, a d'abord minimisé la mobilisation du jour, "entre 30 et 40 agents sur les 2 450" que compte la collectivité. "Je suis pour le dialogue social et depuis mon arrivée, on a bien avancé dessus, a-t-elle estimé. On peut aussi parler des choses non obligatoires sur lesquelles on est allés, sur les oubliés du Ségur et la prime qui nous a coûté 1,7 million, notamment pour les agents de catégorie C. L'opposition systématique pour moi n'est jamais constructive."
 M.P. et J.S.



Depuis l'extérieur, la CGT anime la séance du Département

VAUCLUSE

Le syndicat appelait à la grève ce vendredi pour de meilleures conditions de travail. Malgré les relais en séance de la gauche, la présidente LR est restée droite en ignorant les revendications.

Trente-cinq rapports écusés en une heure, sans grand débat hormis la hausse des taux de frais de notaires (lire l'encadré). C'est plutôt à l'extérieur qu'il fallait aller, ce vendredi, pour trouver de l'animation lors de la séance plénière du Conseil départemental à Avignon. À l'appel de la CGT, des agents du Département, une cinquantaine de personnes, s'est rassemblée devant l'hôtel du Département. Une grève, dans les suites du droit d'alerte lancé fin janvier face à « l'intensification du travail et la dégradation des conditions de travail ».

« On a été reçus par le directeur général des services et la directrice des ressources humaines, mais rien n'a avancé, on souhaite rencontrer directement la présidente », réclame Amandine Laugier, secrétaire des agents CGT. Une demande qui, à ce stade, n'est pas à l'ordre du jour pour Dominique Santoni (LR). La CGT demande toujours l'intervention d'un cabinet d'audit « extérieur et impartial » pour évaluer la situation sociale in-



À l'issue de la séance, les élus du groupe de gauche Laurence Lefèvre (DVG), Annick Dubois (PS) et Rémy Blanc (PCF), sont venus rapporter la teneur des échanges dans l'hémicycle. PHOTO F.C.

terne. « Mépris des agents, harcèlement, effectifs insuffisants », sont pointés par le syndicat, notamment dans les services du médico-social. « Comment se fait-il que le Département ait les moyens d'ouvrir des centres médicaux et de recruter des médecins alors que nous ne sommes pas assez de médecins en PMI [protection maternelle et infantile] ? », se désole une professionnelle.

« On est dans le déni »

Des doléances que le conseiller départemental (PCF) Rémy Blanc a pu raccrocher à l'ordre du jour lors d'un rapport sur le tableau des effectifs. « Les conditions de travail dégradées im-

pactent en bout de chaîne le service public, notamment la protection de l'enfance, où 130 informations préoccupantes ont du mal à être traitées et les dossiers, urgents, doivent être prioritaires », déplore-t-il. « Des choses ont avancé, je ne vois pas comment c'est possible de parler de dégradations de conditions de travail », nie Dominique Santoni, tout en concédant que « les non-remplacements » de personnels « se font au cas par cas ». La présidente a aussi minoré la mobilisation « eu égard aux 2 700 agents du Département ». Elle s'est posée en défenseure « du dialogue social qui va mieux » mais renvoie la CGT « à une opposition systématique jamais constructive ».

Manière, sans la nommer, de saluer la FSU, qui avait initialement appelé à la grève avant de signer un protocole de sortie. « Casseurs de grève ! », accuse la CGT, qui ne digère pas que la FSU ait annoncé l'annulation du rassemblement. « On est dans le déni, on ne peut pas dire que tout va bien dans les services », commente, post-séance, Rémy Blanc, venu au contact des agents, avec Annick Dubois (PS) et Laurence Lefèvre (DVG). Cette dernière déplore aussi « le peu d'attention apporté au personnel. On peut à la fois ne pas sacrifier son cœur de métier et aller sur d'autres missions », estime Laurence Lefèvre.

Florent de Corbier

Acheter en Vaucluse coûtera (un peu) plus cher

Le Département a voté la hausse d'un demi-point du taux de frais de notaire (DMTO), pour compenser en partie les 13 millions d'euros de restrictions budgétaires subies. Une mesure fiscale assumée par la présidente « de droite » Dominique Santoni (LR), qui devrait rapporter 12,5 millions d'euros sur 3 ans et donner un « peu d'oxygène ». Acheter un bien immobilier coûtera donc un peu plus cher ; à l'exception des primo-accédants, exclus de la hausse. « Cela ne freinera pas l'achat ou les investissements, sur un bien à 200 000 euros, cela fait 1 000 euros de plus », défend Dominique Santoni, qui s'accommode de ce levier fiscal permis par l'Etat alors que les DMTO ont chuté de 61 millions d'euros en deux ans. « Nous serons en meilleure position pour répondre aux besoins des Vauclusiens », estime la présidente. Une mesure approuvée dans les rangs de gauche, telle Sophie Rigaut (PS), qui espère plus de crédits pour la protection de l'enfance. Le RN a voté contre. F.C.



Les agents du Département dénoncent leurs conditions de travail place Viala

Le 28 janvier, le syndicat départemental CGT des personnels du département de Vaucluse s'adressait au préfet de Vaucluse, avec une lettre de trois pages, sous forme d'alerte mentionnant en gras dans le texte « une problématique grave de risques psychosociaux et de mise en danger au sein des services ».

Début février, un autre courrier en direction de la présidente du conseil départementale, Dominique Santoni, reprenait les problématiques des conditions de travail et leurs conséquences. Un appel à venir manifester ce vendredi 28 mars à partir de 10 h 30 a été lancé. Une soixantaine d'agents se sont réunis devant la porte de l'hôtel du département, rue Viala, au moment même où se déroulait la séance de l'assemblée départementale.

La porte close de l'hôtel du

Département s'est transformée en panneau d'affichage, reprenant les slogans et les raisons de la colère, mais pour la crier, la secrétaire syndicale CGT, Amandine Laugier comptait sur plus de participants. « Nous sommes (la CGT) le seul contre-pouvoir dans l'ensemble des services du Département, l'autre syndicat (FSU) agit comme s'il était le DRH au service de la collectivité. » D'après la responsable syndicale, FSU aurait annoncé aux agents qu'un accord de protocole de sortie de grève avait été acté, « du coup, les agents qui avaient prévu de venir manifester ont reçu cette information, ils ne sont pas là ».

Les causes de ce mouvement social, « des conditions de travail dégradées, des équipes qui explosent, des missions qui perdent leur sens au nom de la rentabilité à tout prix »

poursuit Amandine Laugier, tandis que de son côté le Département pointe, depuis le début des hostilités, le fort absentéisme des agents. Mais là aussi, la CGT dénonce « une méthode managériale nocive » et demande des enquêtes pour identifier les problèmes de fond, « cela reste sans réponse » affirme encore la secrétaire syndicale. L'attente du jour, « un entretien avec Dominique Santoni, et surtout une analyse précise et complète des conditions de travail au lieu de pointer l'absentéisme »

Un mal qui ronge les services publics d'après la CGT

Au milieu des manifestants, devant l'hôtel du département, Henri Santucci, secrétaire syndical CGT Finances publiques est venu soutenir l'action de ses camarades du Département : « Nous avons, à



Les agents du Département ont battu le pavé de la place Viala, devant l'hôtel du Département pendant que se tenait l'assemblée délibérante. Photo Le DL/Dominique Ghidoni

la DGFIP les mêmes problématiques de management toxique et de souffrance au travail. Dans nos services, ce sont les indicateurs qui priment, les agents sont suivis de façon journalière, c'est une vraie pression au quotidien qui génère de plus en plus de

démissions et d'arrêt de travail. C'est partout dans la fonction publique et ce n'est plus possible, aujourd'hui les agents du Département sont dans la rue et nous sommes avec eux, mais nous aussi envisageons des actions. » ●D.G.

